



Les attentats de Madrid et l'échec de la lutte contre le terrorisme

Après les attentats perpétrés le 11 mars 2004 à Madrid, il faut constater l'échec de la politique actuelle de lutte contre le terrorisme menée sous le leadership des Etats-Unis qui ont privilégié l'action militaire, menée de manière unilatérale.

La méthode américaine, soutenue en Europe notamment par les gouvernements britannique et espagnol, se focalise sur la répression de groupes ou d'Etats avec des moyens militaires lourds qui ne permettent pas de cibler correctement les problèmes. La guerre en Irak a mobilisé des moyens énormes (coût de la guerre : plus de 70 milliards de dollars) alors que les buts présentés pour la justifier se sont révélés faux : aucune arme de destruction massive n'a été trouvée et le lien entre le régime de Saddam Hussein et Al-Qaïda était inexistant.

Selon Jeffrey Record, travaillant pour un centre de recherche de l'armée américaine, «sous la bannière d'une guerre mondiale contre le terrorisme (...), le gouvernement américain a conduit les Etats-Unis à mener un combat injustifié et sans fin». Selon lui, la guerre en Irak est «une guerre préventive inutile (...) qui ne participe pas à la guerre mondiale contre le terrorisme, mais a plutôt constitué un détournement de celle-ci» (1). En clair, les Etats-Unis et leurs alliés se trompent de cible et de méthode. De plus, plusieurs analystes constatent que l'intervention américaine en Irak a ouvert un nouveau front terroriste en Irak et dans le monde ; la guerre en Irak est devenue une motivation supplémentaire et une cause nouvelle pour certains groupes terroristes, à l'intérieur de l'Irak mais aussi ailleurs dans le monde (2).

Après les attentats du 11 mars à Madrid, l'ancien envoyé spécial de l'Union européenne au Proche-Orient, l'Espagnol Miguel Angel Moratinos, a été clair : «La stratégie qui a été menée par l'administration américaine et d'autres pays occidentaux a échoué d'une façon fracassante», a-t-il dit ajoutant que «cette politique unilatérale de guerre pré-

ventive a mené au chaos et au désastre». De son côté, le président de la Commission européenne, l'Italien Romano Prodi, a déclaré au journal *La Stampa* : «Il est clair que le conflit avec les terroristes ne se résout pas par la force. Rappelons-nous que nous sommes à un an du début de la guerre en Irak (...). Le bilan est négatif. Il l'est en Irak et il l'est hors d'Irak : Istanbul, Moscou, Madrid. Le terrorisme qui devait être arrêté par cette guerre est infiniment plus puissant aujourd'hui qu'il y a un an».

Un problème majeur est l'erreur d'analyse dans le fondement même de la politique définie par les Etats-Unis et leurs alliés. Ils considèrent le terrorisme comme une maladie en soi, alors qu'il est le symptôme d'un mal vécu par certains groupes. Les terroristes veulent défendre une cause en commettant des actes atroces, unanimement condamnés. Mais, s'ils adoptent ces moyens, c'est le plus souvent parce qu'ils estiment qu'ils n'ont pas d'autres recours pour se faire entendre. La lutte efficace et durable contre le terrorisme devrait prioritairement s'attaquer aux causes profondes qui motivent les responsables de tels

actes. Ceci exige un travail à long terme bien au-delà de la répression, qui ne produit véritablement ses effets que quelques années plus tard.

Il est illusoire de croire que les sociétés démocratiques dans le monde industrialisé peuvent se constituer en forteresses face au reste du monde. La mondialisation des échanges, la volonté d'accélérer la circulation des biens et des personnes (dans un but économique notamment) et la nécessité de préserver des libertés et des droits fondamentaux pour les citoyens, nécessitent une rapidité des déplacements et engendre une très forte vulnérabilité. Aujourd'hui, la sécurité doit être perçue comme commune et collective dans le monde entier, et les risques et menaces existant n'importe où dans le monde peuvent atteindre nos sociétés. Il est dès lors essentiel que les dirigeants occidentaux, dont ceux de l'Union européenne, participent à la création d'un climat de stabilité et de sécurité partout où celui-ci n'existe pas.

Plus concrètement, la lutte efficace et durable contre le terrorisme nécessite de mener une politique mondiale dans un cadre multilatéral. A court terme, cela exige deux actions. D'abord la coopération policière, judiciaire et dans le domaine du renseignement afin de lutter avec finesse et discernement contre les groupes terroristes qui doivent être localisés et bien ciblés. Ceci exclut dans la quasi-totalité des cas des actions militaires lourdes de type Afghanistan ou Irak. Ensuite, par la mise en place de dialogues politiques pour la recherche de solutions négociées là où des revendications risquent de s'exprimer violemment. Il s'agit donc de privilégier une dynamique de règlement pacifique et de prévention des conflits. ■

Il est illusoire de croire que les sociétés démocratiques dans le monde industrialisé peuvent se constituer en forteresses face au reste du monde.

(1) Jeffrey Record, chercheur à l'Institut d'études stratégiques du Collège de guerre de l'Armée américaine. *Les Etats-Unis à contre-courant*, livre du GRIP n° 271-272, Editions GRIP-Complexe, mars 2004, pages 164-165.

(2) Voir Caroline Pailhe, *Bilan d'un an de guerre en Irak*, Rapport du GRIP, 2004/2.